

PAGES DE GAUCHE

NUMÉRO 2, JUIN 2002

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES

Marché de dupes

Après les bureaux postaux, c'est aux secteurs rentables du géant jaune que les milieux néolibéraux s'attaquent. Face au scepticisme croissant de la population, le Parti radical a préparé le terrain par une mise en scène publicitaire de son attachement au «service au public». Le raisonnement est simple: peu importe qu'une prestation soit fournie par une entreprise d'Etat ou privée, pourvu qu'elle soit assurée. Sous-entendu, c'est quand même mieux par le privé.

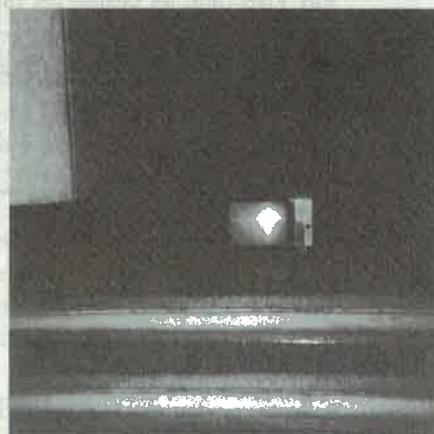
Or, le marché est, par essence, anti-démocratique et ne peut pas compenser la perte de maîtrise des citoyen-ne-s sur leurs entreprises publiques. Seul l'Etat est capable d'assurer des investissements à long terme qui garantiront des infrastructures, un niveau d'éducation et des biens publics fondamentaux et indispensables au développement des générations futures. En déléguant à l'économie privée le soin de fournir ces services essentiels, les collectivités publiques se transmutent en organe de caution des investisseurs privés guidés par la recherche du profit.

Ne nous laissons pas tromper. La politique de la droite fera des ex-régies les Swissair de demain et les prétendus avantages de la mise en concurrence de secteurs jadis publics ne sont qu'un marché de dupes servant les intérêts d'une minorité qui prêche le «service au public» et pense «rentabilité de l'investissement».

Réd.

L'insécurité sociale

Dossier pp. 5-8



Fixer un salaire maximum pour les dirigeants d'entreprises

Pour plus d'égalité: réduisons la fourchette qui sépare les hauts des bas revenus.

Le Parti socialiste a toujours voulu promouvoir plus d'égalité. Concernant les salaires, nous proposons un système de plafonnement des salaires flexible et raisonné. Le salaire (y compris les différents autres modes de rémunération et avantages en nature) des dirigeants d'une entreprise ne devrait pas dépasser cinq fois le salaire moyen des travailleuses et des travailleurs de cette entreprise.

Les hauts salaires des dirigeants d'entreprise font parfois la une de l'actualité. La transparence ne règne pas, mais les rares informations qui transpirent laissent apparaître des sommes iniques. Sans le travail de leurs collaborateurs, ces dirigeants qui gagnent un maximum ne seraient rien. Certes, les propositions sur la transparence des salaires sont nécessaires. Mais elles ne suffisent pas. Aux Etats-Unis, les salaires des cadres ne sont pas un tabou. Cette transparence n'empêche pas une répartition très inégale des rémunérations.

Le système proposé s'avère flexible et adapté aux entreprises en respectant chaque cas individuel. Il permet de tenir compte des branches économiques et d'éviter les abus dans la rémunération globale et dans l'éventail des salaires. Peut-on fixer des normes salariales dans les entreprises privées ? Oui, rien ne l'interdit. Il faut corriger les inégalités honteuses en réintroduisant de la morale dans le système économique. Certes, ce système ne fait pas référence à un salaire minimum. Mais rien n'empêche d'en fixer aussi un. Les bons dirigeants s'expatrieraient, on ne pourrait plus trouver des « top managers » ? Balivernes ! Ce n'est pas la rémunération qui fait la qualité. Et au vu des expériences récentes, on peut douter des qualités de gestionnaires de nos « super-managers ». De plus, si les rapaces sont attirés par l'étranger, il reste les jeunes loups qui n'attendent qu'une occasion de se faire les dents.

Claude Vaucher



Le présent numéro a été illustré par Ana Vulić, étudiante en histoire de l'art à l'Université de Lausanne: «J'adore concevoir le monde au travers de l'objectif photographique, aussi bien dans l'instant que dans une mise en scène. Pour ce numéro, consacré à l'insécurité sociale, j'ai choisi le polaroid pour son format et son résultat immédiat, souvent surprenant. L'imagerie du poste TV, objet quotidien et outil de propagande, s'est progressivement imposé comme fil rouge. Présent dans presque tous les foyers, il projette des images qui informent rarement sur les réelles conditions sociales. Pour combler ce vide contemporain, j'ai confronté différents salons aux "captures d'écran" de films des années vingt, imprégnés par la thématique sociale (Cuirassé Potemkine, La Mère, Metropolis, Rue sans joie)».

Merci à Anouk, Bruno, Edith, Eliane, Faustina, Katarzyna, Laurent, Marco, MV, MZV, Pierre-Alain, Pierre-Emmanuel, Vincent et Yann.

Sommaire

Marché de dupes	p. 1
Fixer un salaire maximum	p. 2
Mourir pour les radicaux ?	p. 3
Succès syndical dans la construction	p. 4
Dossier: Parlons insécurité	pp. 5-8
La France dans une crise majeure	p. 9
Internet, démocratie et droits d'auteur	p. 10
En vrac: brèves et billet d'humeur	p. 11
La dernière, agenda	p. 12

Pages de gauche Mensuel d'opinions socialistes.

Case postale 3567, 1002 Lausanne.

Abonnement annuel de lancement: 29 francs.

Abonnement de soutien: 100 francs.

Contact par courrier ou à info@pagesdegauche.ch

Site internet : <http://www.pagesdegauche.ch>

Rédaction et secrétariat:

Case postale 3567, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Anouk Henry, Carole-Anne Kast, Oran McKenzie, Philippe Mivelaz, Philipp Müller, Julie Poget, Florian Ruf, Christian Vullioud.

Comité:

Cesla Amarelle, Arnaud Bouverat, Michel Cambrosio, Nils de Dardel, Julien Dubouchet, Dan Gallin, Valérie Garbani, Grégoire Junod, Kevin Luximon, André Mach, Pierre-Yves Maillard, Jean-Philippe Matthey, Stéphane Montangero, Solange Peters, Gilles Pierrehumbert, Stéphane Rossini, Géraldine Savary, Gianni Schneider, Nelson Serathiuk, Claude Vaucher, Alberto Velasco.

Imprimeur:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

Mourir pour les radicaux ?

Dans l'ombre du Parti radical, le Parti socialiste joue les seconds rôles. Est-ce la meilleure stratégie ? Il est temps de lancer le débat.

La jeunesse se repolitise et la critique du capitalisme revient en force. Cependant, seize mois avant les prochaines élections fédérales, le Parti socialiste suisse (PSS) ne possède toujours pas de ligne politique claire. La direction du parti envoie une délégation officielle au Forum social mondial de Porto Alegre mais, dans le même temps, quasiment la moitié des parlementaires socialistes refuse de voter contre le rapport d'économie extérieure du conseiller fédéral

compagnie aérienne, les radicaux étaient dans une situation désespérée qui les poussait à tout accepter. S'il en avait eu la volonté, le PSS aurait pu imposer un plan social et probablement aussi une majorité décisionnelle de l'Etat dans la nouvelle compagnie. Au final, malgré l'intervention économique de l'Etat, on a fait des cadeaux inutiles aux actionnaires privés et on a affaibli la position des travailleurs. Enfin, l'attitude du parti par rapport au débat sur la

menant une politique et un discours de gauche pour se faire l'écho des intérêts des couches populaires; et de l'autre en appuyant les mouvements d'opposition sociale, dans une perspective de renforcement du socialisme démocratique. Encore faut-il croire aux mouvements populaires et non seulement à la petite tactique parlementaire... Cela est d'autant plus nécessaire qu'aujourd'hui, dans tous les pays occidentaux, les couches populaires participent de moins en moins aux élections. Il est grand temps pour le principal parti de gauche de penser à une offensive politique face à une droite affaiblie.

«Il est grand temps pour le principal parti de gauche de penser à une offensive politique face à une droite affaiblie»

Pascal Couchepin – un rapport qui fait non seulement l'éloge de la globalisation économique mais en demande un approfondissement.

Une attitude ambiguë

Visiblement, les leçons de l'affaire Swissair n'ont pas été tirées. Depuis quelques mois, l'offensive néolibérale s'enlise. Face à ce constat, la direction du PSS flirte un jour avec l'aile social-libérale du parti et puis soutient ceux qui ont lancé le référendum contre la Loi sur le marché de l'électricité. Cette stratégie d'équilibriste peut avoir un objectif en soi louable: garder toutes les troupes sous contrôle. Une approche pourtant peu convaincante en vue des élections de 2003, qui marqueront vraisemblablement la fin de la formule magique au sein du Conseil fédéral.

Swissair, Expo et la fondation Suisse solidaire

La stratégie du PSS pourrait aussi être l'expression d'un choix nettement plus contestable, à savoir une alliance préférentielle avec les radicaux. Les conséquences d'une telle alliance sont inacceptables pour les socialistes. Prenons l'affaire Swissair. Directement impliqués dans la faillite de la

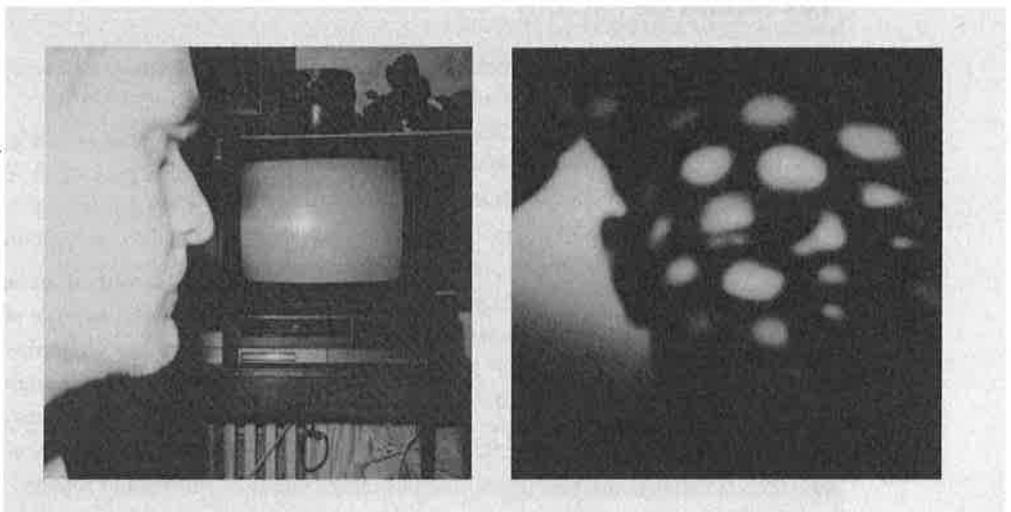
Fondation Suisse solidaire et le crédit supplémentaire pour Expo.02 reflète, elle aussi, la soumission du PSS aux radicaux, sur des dossiers essentiels. Une soumission qui est en train de faire disparaître la politique du «chantage productif» qui avait souvent été bien appliquée par l'équipe de Peter Bodenmann.

Passer à l'offensive

Comment sortir de l'impasse ? Il faut revenir à une stratégie de la «double voie»: d'un côté au niveau du Conseil fédéral, en

Dans l'immédiat, la direction du PSS devrait au moins procéder à une analyse sérieuse de l'évolution sociale, économique et politique en Suisse. Dans une situation «tripolaire» (un bloc de gauche, un parti bourgeois classique (PRD et PDC) et UDC), qui défendra les intérêts des couches populaires et des classes moyennes «défavorisées»? Si le Parti socialiste veut jouer ce rôle, il ne doit pas être inféodé aux radicaux, mais il devra savoir obtenir le maximum en négociant son soutien. Ces questions restent aujourd'hui sans réponse. Il est temps de lancer le débat.

Franco Cavalli
conseiller national



Retraite à 60 ans dans la construction Une percée historique. Suite et pas fin...

Le SIB vient de conclure un accord historique avec le patronat. Quelle est la signification de ce succès ? Mise en perspective.

C'est une victoire pour le SIB et pour le mouvement syndical dans son ensemble. Nous l'avons voulue, nous l'avons eue. Par étapes, l'âge de la retraite sera abaissé dans la maçonnerie en Suisse pour permettre en 2006 à celui qui le souhaite de prendre à 60 ans une retraite anticipée bien méritée dans de bonnes conditions financières. Ce succès historique est dû à la détermination sans faille des travailleurs. Leur mobilisation et la menace de grève ont porté leurs fruits.

Un succès porteur d'avenir

Le chemin est ainsi tracé pour toute une série d'autres professions, notamment celles aux contraintes physiques exigeantes, exposées aux caprices de la météo et qui usent prématurément l'organisme. En effet, la revendication de l'abaissement de l'âge de la retraite est reprise par d'autres métiers du bâtiment, dits du second œuvre, par exemple ceux du bois, de la

plâtrerie-peinture, de l'électricité ou encore du sanitaire, représentés par la FTMH. Des branches professionnelles qui seront très certainement amenées à s'unir dans la recherche d'une retraite anticipée commune. Voilà une nouvelle forme très concrète de collaboration qui s'inscrit parfaitement dans le projet d'intégration FTMH et SIB au sein d'un nouveau syndicat interprofessionnel.

Contrôler le capitalisme financier

Autre conséquence, les Associations et Communautés professionnelles se réapproprient paritairement la gestion des fonds de prévoyance au détriment des compagnies d'assurances et des banques. Dès lors, les travailleurs bénéficieront d'une véritable représentation et seront à même d'imposer leur point de vue au sein des conseils de fondation concernant la politique de placement et la répartition des profits, tout en bénéficiant du droit de vote

en tant qu'actionnaires. Ainsi, un premier pas vers un contrôle plus démocratique de l'utilisation des fonds de pensions, de l'argent des ouvriers, a été fait. On peut bien sûr rêver d'un fonds de prévoyance géré par une caisse nationale unique dans le seul but de permettre d'avancer l'âge de la retraite, une sorte d'AVS bis complémentaire. Mais à l'heure où le Parlement ne consacre que 400 millions sur les 800 prévus pour permettre une certaine flexibilité dans l'âge de la retraite dans le cadre de la 11e révision de l'AVS, une telle perspective semble quelque peu improbable.

Défendre l'AVS

N'oublions pas que la tendance est bien celle d'augmenter l'âge de la retraite qui passera à 65 ans pour toutes les femmes à partir de 2009. N'oublions pas non plus que les milieux patronaux revendiquent d'ores et déjà le relèvement à 67 ans. De telles propositions de démantè-

lement de l'AVS ne sont, outre la volonté de faire des économies sur le dos des salariés, qu'un prétexte pour renforcer le 2e pilier, vache à lait des banques et des assurances. Tout relèvement de l'âge de la retraite rendra plus difficile la mise en œuvre d'une retraite anticipée car l'écart à couvrir sera d'autant plus élevé et rendra les négociations avec le patronat



d'autant plus dures. Ce serait bien mal récompenser les efforts consentis par les partenaires sociaux pour offrir une véritable solution de fin de carrière professionnelle aux travailleurs. Une solution qui est mille fois plus honorable que de devoir recourir à des issues de substitution humiliantes comme l'arrêt pour maladie, la rente invalidité ou encore la mise au chômage de longue durée. La lutte des travailleurs du bâtiment et leur détermination ont donné l'exemple. Inspirons-nous d'eux et luttons contre toutes tentatives de démantèlement social à venir.

Bernard Jeandet
secrétaire central SIB

Les termes de l'accord

Après des négociations prolongées entre partenaires sociaux, la Convention nationale de la construction a été reconduite en mars dernier. A côté de la CN sera introduite une nouvelle convention collective portant sur la retraite anticipée. Lors de son assemblée de délégués, l'association patronale de la construction (SSE), a approuvé l'accord conclu avec le SIB en déclarant que «la SSE tient une pro-

messe qu'elle avait déjà faite il y a plus de dix ans déjà». Il a donc fallu des menaces de grève pour transformer une promesse en réalité...

Le SIB, quant à lui, qualifie l'obtention de l'abaissement de l'âge de la retraite de «succès historique pour les travailleurs de la construction, le SIB et tout le mouvement syndical.»

La nouvelle CCT prévoit :

1. L'abaissement de l'âge de la

retraite à 60 ans d'ici le 1er janvier 2006.

2. Une rente «socle» de 6000 francs par an plus 70% du dernier salaire (au maximum 64'080 francs par an).

3. Le coût est estimé à 5% de la masse salariale actuelle. Le patronat y contribuera à raison de 4%, les salariés couvriront le 1% restant en renonçant temporairement à des hausses de salaire.

DOSSIER L'INSÉCURITÉ SOCIALE

Les événements survenus ces dernières semaines, particulièrement en France, ne peuvent laisser la gauche sans réponse. PAGES DE GAUCHE consacre donc son dossier à l'insécurité. Au-delà des actes de violence physique, tels qu'ils nous sont habituellement exposés, l'insécurité trouve ses racines dans une injustice sociale fondamentale. Peur de ne plus avoir de travail, peur de ne plus avoir de logement, peur de ne plus pouvoir subvenir à ses besoins... Il s'agit de l'insécurité sociale.

Pour en parler, PAGES DE GAUCHE a fait appel à Michel Cornut, député socialiste vaudois et assistant social, qui expose le lien entre le chômage et l'insécurité (lire article en pages 6 et 7). Angelique Fankhauser, présidente de la Fédération des associations de retraités et de l'entraide en Suisse, nous décrit les inégalités dans le domaine des assurances sociales (lire article en page 8).



Parlons insécurité

Le discours sécuritaire de la droite revient en force. A en croire, la Suisse serait la proie d'une vague de criminalité. Les responsables sont vite identifiés : toxicomanes, étrangers, jeunes, «marginiaux». La solution est celle de toujours : répression. En revendiquant une politique de drogue dure, en exigeant une augmentation des effectifs policiers et en clamant une extension de la politique raciste contre la «surpopulation étrangère», la droite conservatrice et l'UDC veulent faire progresser leur projet de société réactionnaire. En jouant sur le sentiment diffus d'insécurité partagé par un certain nombre d'habitants de ce pays, souvent alimenté par les médias, ils visent le renforcement du nationalisme, du rejet de l'autre et, en premier chef, l'approfondissement de leur politique conservatrice

tant au niveau social qu'économique.

Quelle insécurité ?

Pour la gauche, parler d'insécurité constitue souvent une question à ne pas aborder. Or, nous aurions tort de laisser la droite faire sans la combattre sur ce terrain et de ne pas prendre au sérieux les inquiétudes existantes. Au centre de ce combat il y a un aspect fondamental de la lutte idéologique : l'hégémonie d'un discours sur un autre. Il s'agit de contester aux partis de droite le pouvoir de définition de ce qu'est l'insécurité et comment il faut y remédier. Insécurité signifie absence de sécurité ressentie par une personne âgée en faisant ses courses, certes, mais surtout absence de sécurité vécue par la chômeuse, le jeune sans perspective d'avenir, la retraitée bénéficiant d'une rente

insuffisante, le sans-papier menacé d'expulsion ou encore la personne fragile face à la société.

Comment répondre? Renverser la vapeur!

Combattre les causes de l'insécurité est central pour la gauche. Une des principales est l'effritement des acquis sociaux. Hausse de l'âge de la retraite des femmes, révision de la loi sur l'assurance chômage sont autant de facteurs qui contribuent à l'explication du pourquoi de l'insécurité. Par notre opposition à cette évolution, nous pouvons y faire face. Ne nous laissons pas enfermer dans la logique sécuritaire de la droite. C'est en construisant un contre-discours à la pensée dominante que nous pouvons renverser la vapeur.

Philipp Müller

Chômage et insécurité

Quand on parle insécurité, il s'agit de voir de près d'où elle vient. Une mise au point par rapport à la problématique du chômage.

Que l'insécurité soit «réelle» ou non, la peur s'installe, l'environnement (en particulier l'environnement urbain) paraît de plus en plus dangereux à ceux qui l'habitent. Pourquoi ? Parce que, à entendre les intéressés, les conventions sociales y sont désormais transgressées sans suite aucune. Les murs peuvent être «tagués», ou les déchets jetés sur le trottoir, ou les places de jeu vandalisées, sans que l'autorité ne semble pouvoir – ou vouloir – rétablir «l'ordre». Les chauffeurs de bus, les contrôleurs de trains, les enseignants, régulièrement agressés (ne serait-ce que verbalement), se disent lâchés. Chacun se demande alors si cette impunité de fait n'encouragera pas d'autres actes plus graves, éventuellement commis à son endroit, qui peut-être n'appelleront pas davantage de réactions... Ce «sentiment d'insécurité» est d'autant plus fort que les

délits mineurs ne font plus l'objet d'enquête de police. Outre la peur, les victimes éprouvent encore de la colère contre ceux dont le devoir eût été, en principe, de les protéger, elles et leurs biens.

Analyser les origines

La peur et la colère ne sont pas bonnes conseillères, on le sait, notamment lorsqu'il s'agit d'élire un président. Mais, la sécurité est un besoin presque aussi essentiel que l'air que l'on respire. Autant l'accepter, et se demander sérieusement pourquoi les conventions sont ainsi ignorées.

La réponse ne peut être crédible que si l'on admet, au préalable, ceci : l'incivilité n'est pas le fait de quelques-uns seulement, les jeunes, les immigrés, les habitants de quartiers «difficiles». Elle est bien plus largement répandue, l'exemple

venant d'en haut, des possédants et des gouvernants, quand bien même ils agissent, eux, dans le secret (le secret bancaire, le secret des affaires, le secret des délibérations). Les parachutes dorés, les délits d'initiés, la fraude fiscale, la spéculation immobilière, boursière, etc. ne sont-ils pas proprement incivils ? Les salaires versés dans l'hôtellerie, la restauration, l'agriculture ou le nettoyage, ne relèvent-ils pas d'une grande violence symbolique ? La diffusion dans la chaîne alimentaire, par la grande industrie, d'agents pathogènes multiples, sans égard pour la santé des consommateurs, n'est-elle pas criminelle ?

C'est dire si l'incivilité, voire la violence, est en réalité le *modus vivendi* désormais imposé par l'idéologie dominante, dite libérale. Idéologie selon laquelle le marché doit tenir lieu de règle, sans égard

Sécurité sociale en Suisse: un compromis fragile

«Dès l'abord, il est utile de distinguer entre deux sortes de sécurité. L'une est une sécurité limitée qu'on peut assurer à tous [...] ; l'autre est une sécurité absolue qu'une société libre ne peut pas accorder à tous, qu'on doit considérer comme un privilège». Voici comment F.A. Hayek, maître à penser de la droite néo-conservatrice helvétique (l'Union démocratique du centre, une partie considérable des radicaux et des secteurs du PDC), s'exprime en 1946 dans son ouvrage «La route de la servitude». Pour l'auteur, cette sécurité limitée n'allait pas au-delà d'«assurer à chacun un minimum de nourriture, de vêtements et un abri pour sauvegarder sa santé et sa capacité de travail».

Des acquis récents

En Suisse, de longues luttes sociales ont été nécessaires pour dépasser ce seuil. Rappelons qu'une véritable protection contre l'insécurité liée à l'âge n'est devenue effective qu'à partir du début des années 1970, au prix de l'acceptation du système des trois piliers. Au niveau de l'emploi, l'assurance chômage suisse couvre l'ensemble des salarié-e-s depuis 1982 seulement.

Ces acquis sont mis en cause. La politique sociale menée par les partis bourgeois pendant la crise de la décennie passée, et qu'ils continuent sous une forme à peine adoucie depuis, montre que le compromis en matière de sécurité sociale, basé

sur la croissance de l'après guerre et sur l'intégration des socialistes au Conseil fédéral, reste hautement fragile. Les contre-réformes de l'AVS introduisent le relèvement de l'âge de la retraite des femmes, la diminution massive des rentes de veuve et une baisse de la compensation du renchérissement. La révision de la loi sur le chômage introduit une dégradation substantielle de la situation des personnes au chômage.

La suite logique ?

Cette mise en application ne fait que coller au programme politique qu'avait présenté la crème de la crème de la finance et de l'industrie suisses en 1995, sous la forme du fameux «livre blanc». L'esprit de Hayek y était

omniprésent. Concernant la sécurité sociale, les auteurs déclaraient : *«L'ordre social libéral part du principe que tous les membres d'une société qui ont atteint leur majorité sont des adultes. Il suppose donc que chacun assume ses responsabilités [...]». Toute communauté part du principe que la plupart de ses membres sont en mesure d'assumer leur entretien et celui de leurs proches, et qu'ils ne tombent pas ainsi à la charge de la collectivité».*

La perspective du retour à une situation où la sécurité matérielle ne serait plus que l'apanage de la classe dominante est donc loin d'être abandonnée par ceux qui dirigent ce pays.

PhMü

pour la dignité des personnes, sans scrupule face à la précarisation sociale d'un nombre croissant de travailleurs, de ceux qui n'ont pour tout patrimoine que leur force de travail.

Le chômage : essence d'insécurité

Le chômage est peut-être, parmi toutes les situations de précarité (temps partiel imposé, travail sur appel ou temporaire, bas salaires), la plus difficile à assumer. Même s'il faut distinguer le chômage de transition entre deux emplois, de relative durée, du chômage d'exclusion ou de longue durée (un an et plus), ce dernier touchant environ un demandeur d'emploi sur quatre. Le chômage d'exclusion suscite un sentiment d'abandon tel qu'il entraîne le plus souvent dépression, somatisations de toutes espèces et révolte, en particulier à l'endroit des patrons, des politiciens et autres notables de tous bords - révolte qui très exceptionnellement conduit à la violence physique, aux « passages à l'acte ».

Surtout, les situations de précarité sociale mettent à mal la capacité des familles à offrir aux plus jeunes un cadre approprié

à une éducation et à une insertion socio-professionnelle « normale ». La bande - qui offre une appartenance et des repères de substitution - prend alors aisément le relais. L'apparition de bandes organisées de très jeunes gens (13-17 ans), en zone urbaine mais aussi en zone rurale, est le fait le plus marquant de ces dernières années en matière de délinquance, en Suisse...

leur était déjà singulièrement restreint. Tout naturellement, une régulation sociale et une organisation économique autonomes apparaissent, très souvent violentes, archaïques. Les revenus du travail ou du patrimoine faisant défaut, des trafics de toute nature se développent, encadrés par les mafias. Nous avons là l'image d'une évolution possible de la société suisse, si rien n'est entrepris pour sauvegarder

«Le chômage est peut-être, parmi toutes les situations de précarité, la plus difficile à assumer.»

La situation française : avenir de la Suisse ?

En France voisine, les quelque cent vingt quartiers et cités dans lesquels la police ne s'aventure plus, même lorsqu'elle est appelée en urgence, se caractérisent par des taux de chômage très élevés (souvent plus de 50%), en particulier chez les jeunes. Pour ces habitants, la sécurité est une prestation de service public qui leur est désormais refusée, au même titre que l'accès à la formation ou à l'emploi, qui

le tissu industriel, les emplois et les acquis sociaux qui leur sont si étroitement liés.

L'insécurité, les violences visibles, résultent de la précarité sociale, de ses effets dévastateurs sur les familles. Cette précarité est elle-même due à une violence d'en haut, « secrète », organisée, elle aussi en « bandes », qui s'impose comme modus vivendi pour tous. Par où pensez-vous qu'il faille attaquer le problème ?

Michel Cornut

brève

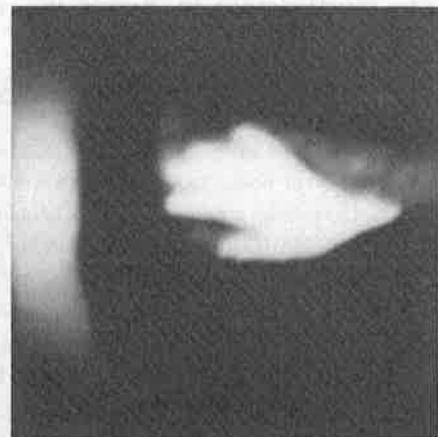
Chômage au service des renseignements

Swisscom, pourtant toujours majoritairement dans les mains de l'Etat, ne se distingue nullement par une politique de l'emploi progressiste. Dernier exemple: la fermeture de centres d'appels 111 par souci de « centralisation ». Alors que les dirigeants de l'entreprise prétendent qu'aucune place de travail ne sera perdue, pour les employé-e-s, essentiellement des femmes, les conséquences sont graves : disparition de leur emploi de proximité à temps partiel sans contre-partie suffisante.

Conseil de lecture

Le discours sécuritaire de la droite européenne renvoie fréquemment à l'exemple américain. Tolérance zéro est le maître-mot. Il vaut la peine d'y regarder de plus près:

Wacquant, Loïc J.D. : «Les prisons de la misère», Paris, Ed. Raisons d'agir, 1999.



Des décennies de prévoyance sociale, et les gens ne se sentent pas sûrs du tout !

Les retraités sont touchés de près par les questions de sécurité sociale. Il faut des réponses crédibles à leurs craintes.

Toute personne engagée en politique doit être interpellée par la montée du sentiment d'insécurité. Les retraités semblent être le groupe de personnes qui exprime ce sentiment avec le plus de véhémence.

Les retraités face à l'insécurité

Les rentiers qui devaient pouvoir envisager sereinement leur vie post-professionnelle, ne sont pas contents. Pas tous certes, mais une partie importante d'entre eux expriment par leur bulletin de vote ou par des remarques à qui les entendra, qu'ils ne se sentent pas en sécurité. Les boucs émissaires de cette insécurité sont tout trouvés : les étrangers.

Cette situation n'est pas sans conséquences pour l'avenir de notre société et cela doit nous faire réfléchir ! D'où vient cette grogne ? Est-ce de la peur ou un sentiment d'impuissance et d'insatisfaction ?

La violence et la transgression des lois sont les signes alarmants d'une mauvaise organisation de la société. Les buts nobles de la politique sociale, soit la justice et l'équité pour tous, se voient noyés dans un discours économiste essayant de faire croire que les profits disproportionnés des uns assureront le bien-être des autres !

Proposer des remèdes, faire avancer le progrès social

Le système des trois piliers avec les prestations complémentaires est, comparé aux

systèmes étrangers, relativement stable. Mais il ne faut pas perdre de vue la précarité des personnes à petits revenus, dont beaucoup de femmes. La solidarité va au-delà des questions pécuniaires, elle concerne aussi la sécurité.

D'autre part, les futurs retraités n'ont pas eu des carrières linéaires, mais des parcours en zig-zag, avec des lacunes de financement de leur rente. Des participants à la Conférence Vieillesse de l'ONU à Madrid en avril 2002 l'ont répété : les financements des systèmes de prévoyance à plusieurs sources sont les plus sûrs. Les gains de la Banque nationale seront donc un bon complément au financement de l'AVS.

La majorité des personnes à petits revenus n'a pas le droit de participer aux décisions démocratiques, n'ayant pas de passeport suisse. Par là, les petits revenus suisses sont en large minorité, lors de votes populaires. Prévoir la sécurité pourrait signifier rétablir cet équilibre en donnant le droit de vote aux salariés étrangers.

Les retraités actuels ont beaucoup investi : ils ont cotisé et économisé et se voient grugés : l'adaptation au renchérissement des rentes AVS risque d'être ralenti, ce qui touche une fois de plus ceux qui ont peu pour vivre. Ceux qui ont mis leurs économies en bourse ont dû déchanter, à l'instar des caisses-maladies qui y ont aussi beaucoup perdu. La confiance fond, la méfian-

ce s'étale. Il faudra réapprendre que la politique n'est pas un spectacle, mais l'affaire de tous. Qui dit prévoyance devra aussi investir dans la participation, à tous les niveaux.

L'assurance-maladie obligatoire fut un grand progrès. Mais celles et ceux qui avaient prévu un peu de confort pour leurs vieux jours et avaient conclu des assurances complémentaires doivent aujourd'hui les résilier, car ils n'arrivent plus à les payer à l'âge où ils ont besoin de ces prestations. Qui y a pensé lors des campagnes pour l'assurance obligatoire ?

Prévoir la sécurité est une tâche qui va au-delà de la garantie d'un revenu. La responsabilité personnelle doit être doublée d'une volonté politique rétablissant l'équilibre social des citoyens et citoyennes. Actuellement, les tendances semblent aller dans l'autre sens. Les statistiques nous répètent que le fossé entre riches et pauvres s'élargit. Il est grand temps de mobiliser pour changer de cours. Sinon la prévoyance sociale va céder le pas à la répression. Préférons investir dans l'intégration sociale plutôt que dans les prisons.

Angeline Fankhauser
présidente de la Fédération des associations de retraités et de l'entraide en Suisse, ancienne conseillère nationale PS

Initiative : La BNS au service de l'AVS

Pour faire face au catastrophisme financier de la droite et à ses attaques incessantes contre l'AVS, PAGES DE GAUCHE appelle à soutenir l'initiative «Bénéfices de la BNS pour l'AVS». Cette initiative entend attribuer une part importante des bénéfices annuels de la Banque nationale suisse (BNS) au fonds de l'Assurance vieillesse et

survivants (AVS). En effet, chaque année la BNS enregistre des gains nets faramineux qui s'accumulent aujourd'hui dans ses coffres, sous la Place fédérale de Berne.

Les promoteurs de l'initiative, dont les socialistes Marlyse Dormond, Angeline Fankhauser, Rudolf Rechsteiner et l'ancien conseiller fédéral Hans Peter Tschudi,

demandent à ce que la BNS verse chaque année deux milliards de francs pour soutenir les retraites. Contrairement à l'initiative de l'UDC, sur laquelle nous voterons en septembre et dont l'objectif principal est de faire échouer le projet de «Fondation Suisse solidaire» en se servant une seule et unique fois dans les coffres de la

BNS, il s'agit ici d'assurer une contribution régulière annuelle au fonds AVS.

Il manque encore des signatures pour faire aboutir ce projet. Des feuilles de récolte peuvent être obtenues sur le site du comité d'initiative (www.sichereahv.ch) ou sur celui du PSS (www.sp-ps.ch).

La France dans une crise majeure

Quel avenir pour les socialistes français ? La position de François Delapierre, membre de la Gauche socialiste, un courant important au sein du Parti socialiste français.

Le résultat du premier tour de l'élection présidentielle française plonge la France dans une crise majeure. Nous savons qu'un monde meurt. Et le monde nouveau qui pointe verra des caractéristiques politiques pour la gauche totalement bouleversées, avec la crise des institutions, le poids politique et psychologique sans précédent pris par le Front National, le renouveau du mouvement social, la fin de la formule d'alliance au sommet qu'a représentée la gauche plurielle... Et l'on sait aussi que les conditions dans lesquelles la gauche affrontera ce défi dépendront en grande partie du résultat des élections législatives du 9 et 16 juin prochain.

Une droite agressive

En effet, la situation serait rendue extrêmement difficile par une victoire de la droite. De ce point de vue, le gouvernement préélectoral de Jean-Pierre Raffarin ne doit pas faire illusion. Les passations de pouvoir insistent sur la continuité pendant que le Premier ministre vante son sens du dialogue. Mais derrière ces propos lénifiants et quelques ministres d'affichage, la composition de ce gouvernement ne trompe pas. C'est un dispositif de combat. Il repose sur un carré de RPR chiraquiens, renforcé d'une poignée de dirigeants de Démocratie Libérale, l'aile la plus dure de la droite française, qui récupère le poste de Premier ministre. C'est un gouvernement prêt à donner des coups.

Le projet de la droite passe donc par une confrontation avec le mouvement social. Celle-ci n'est pas gagnée d'avance pour le gouvernement, car la démonstration a été faite que la force sociale de la gauche est intacte. C'est la seule chose qui tient bon malgré la déroute du 21 avril. Mais, si la droite l'emporte, les conditions lui seraient plus favorables qu'elles ne lui ont jamais été depuis plus de vingt ans. Sa victoire en 1986 était encadrée par la

cohabitation avec François Mitterrand. En 1993, Edouard Balladur se retrouvait dans une situation identique. En 1995, l'échéance de la législature était de trois ans : c'est en voulant la repousser que Chirac a signé sa perte. Cette fois, si la droite gagne, elle aura la durée pour elle.



Assurer la victoire

Pour la Gauche socialiste, tout doit donc être fait pour assurer la victoire de la gauche aux législatives. C'est le sens de notre action depuis le soir du 21 avril et du rôle qu'ont joué nos militants dans la réussite des manifestations du 1er mai. Reste maintenant à faire de cette force sociale une force politique, à travers une majorité, un programme, une méthode de gouvernement qui s'appuie sur la mobilisation de la société. Grâce à la résistance de la gauche le 1er et le 5 mai, ce chemin est aujourd'hui ouvert. Mais il dépend cette fois en grande partie de la capacité de la direction du Parti socialiste à l'emprunter. Celle-ci a parfois entendu nos propositions. D'autres fois non. La bataille serait mieux engagée si nous disposions d'un contrat de gouvernement comme socle de la gauche unie, et si nous avions levé les ambiguïtés qui ont pesé sur notre programme, concernant l'ouverture du capital d'EDF, les fonds de pension et la durée de cotisation pour les retraites par exemple.

Un chantier majeur de refondation attend la gauche, quel que soit le résultat des élections législatives. Car celles-ci ne mettront pas un terme à la crise qui s'est ouverte. Si nous l'emportons, nous devons engager notre refondation sans tarder, pour répondre au mouvement d'adhésion vers nous qui s'est levé, pour prolonger la mobilisation du 1er mai, pour reconstruire un lien avec l'électorat populaire que nous avons désorienté, pour refonder une synthèse politique à gauche, pour changer nos institutions. Des chantiers que la Gauche socialiste, par les idées et les combats qu'elle a portés, est particulièrement qualifiée pour mener.

François Delapierre
Gauche socialiste

La Gauche socialiste

Fondée voici une dizaine d'années, la Gauche socialiste est un courant à l'intérieur du Parti socialiste français et compte actuellement plusieurs milliers de membres. Les figures les plus connues issues de cette tendance : Jean-Luc Mélenchon, ancien ministre-délégué à l'éducation professionnelle, Marie-Noëlle Lienemann, ancienne ministre-déléguée au logement, Gérard Filoche, inspecteur au travail ou encore Harlem Désir, député européen. La Gauche socialiste milite en faveur d'un PS plus clairement à gauche s'opposant à la mondialisation libérale, défendant les services publics et s'engageant pour une véritable Europe sociale. Son poids croissant explique le recentrage du programme socialiste pour les législatives des 9 et 16 juin.

Pour en savoir plus :
www.gauche-socialiste.com

L'artiste dans la toile

Un metteur en scène de théâtre engage le débat sur la propriété intellectuelle des artistes dont l'œuvre est diffusée par Internet.

La bonne nouvelle de notre époque, c'est qu'il suffit de cliquer avec sa souris d'ordinateur pour avoir accès au monde. Des publicités euphoriques nous montrent des employés qui ne pensent qu'à leur réussite et qui, grâce à Internet, produisent des rapports volumineux en une nuit, ou encore des élèves qui obtiennent des notes extraordinaires parce qu'ils sont soutenus dans leur dissertation par un ordinateur qui leur livre toutes les informations utiles. Le monde réel est réduit à une bibliothèque virtuelle où le savoir global est accessible à n'importe qui et à chaque instant.

Cette vision est affligeante, parce qu'elle implique un monde statique et figé. Je ne veux pas du tout prétendre qu'Internet est l'ennemi de la créativité humaine : l'artiste ou le scientifique peut s'en servir utilement pour la diffusion de ses découvertes ou de son œuvre. Mais ceux qui font la propagande d'Internet ont tendance à confondre l'instrument avec la performance artistique, le médium avec le message.

Ce n'est pas la première fois que le média veut prendre la place du message qu'il est censé diffuser. L'imprimerie a représenté

un pas important dans la démocratisation du savoir et, conjointement, de la société. Paradoxalement, le livre a pourtant menacé de dépouiller l'auteur de sa création. Les éditeurs en firent un marché. Les auteurs des textes furent lésés : on ne leur demandait même plus l'autorisation de les diffuser. Une lutte a été nécessaire pour permettre la prise de conscience que la création intellectuelle était un bien à protéger et non pas une matière première à disposition de tous. Ce n'est que sur cette base légale que l'«auteur indépendant» a pu exister.

Aujourd'hui, le média Internet a créé une situation similaire. La démocratisation du savoir a beaucoup augmenté grâce à Internet et les créateurs doivent à nouveau se battre contre l'expropriation par les médias. A nouveau, les responsables du média pensent devoir argumenter au nom du libre accès au savoir, tout en taisant les bonnes affaires qu'ils font avec cette même liberté. Des affaires qu'ils ne pourraient pas mener sans les créateurs. Contre une telle exploitation au nom d'une soi-disant liberté, il faut revaloriser la culture du bien intellectuel et l'adapter aux conditions

d'une nouvelle technologie des médias.

Sans les droits garantissant la propriété des biens intellectuels, l'intérêt matériel que l'on peut porter aux biens artistiques et scientifiques disparaîtrait. Seul celui qui protège le facteur de production de la connaissance et de l'art – en les rétribuant matériellement, ce qui permet d'assurer le lien entre l'œuvre et l'auteur – rend possible la production de nouvelles valeurs intellectuelles et artistiques.

Il s'agit de donner à tous ceux qui participent à la création de valeurs dans la société ce qui leur est dû pour assurer l'épanouissement du processus dans sa totalité. La SACD, comme d'autres sociétés de droits d'auteurs, a le droit, vis-à-vis des utilisateurs et le devoir vis-à-vis des compositeurs qu'elle représente, de défendre les intérêts matériels des auteurs auprès de ceux qui s'occupent des nouveaux médias. En faisant cela, ils ne veulent nullement empêcher le progrès mais, au contraire, garantir un facteur essentiel à leur propagation. Car sans protection des droits d'auteurs, le média serait appelé à long terme à s'autodétruire.

Gianni Schneider

Un outil au service de tous

Le metteur en scène Gianni Schneider s'offusque des entorses faites au droit d'auteur sur Internet. A juste titre. Dans le domaine de l'audiovisuel en général et de la musique en particulier, c'est à un véritable pillage organisé que l'on assiste. Les logiciels permettant l'échange anonyme de fichiers informatiques connaissent un succès énorme et l'émergence des

connexions à haut débit (ADSL et câble) va favoriser cet échange.

Il faut cependant veiller à ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Le piratage n'a pas attendu Internet pour sévir : pensons notamment aux contrefaçons de peintures, au plagiat d'œuvres musicales ou à la duplication de cassettes vidéos. Comme le souligne

très justement Gianni Schneider, Internet n'est qu'un outil. Un outil d'une grande puissance, mais qui ne doit pas être confondu avec son utilisation, avec son message.

Or, Internet n'est pas qu'un service des employés qui ne pensent qu'à leur réussite. Pour autant que son accès soit généralisé (ce qui n'est pas le moindre problème), l'outil

Internet permet idéalement de mettre sur un pied d'égalité chaque citoyen du monde. Les barrières temporelle, spatiale et financière peuvent être levées pour permettre à tous d'accéder au savoir. Oui, le savoir global devrait être accessible à n'importe qui et à chaque instant. Est-ce un mal ? Poser la question, c'est y répondre.

Florian Ruf

brève

Genève: Echec de la caisse unique

Comme nous le craignons, le projet de loi socialiste de Caisse cantonale publique d'assurance-maladie a été refusé par la nouvelle majorité bourgeoise du Grand Conseil genevois. Même les PDC et les radicaux, qui avaient soutenu le projet en commission, ont retourné leur veste en plénière, sous la pression des libéraux. La gauche a plaidé pour une plus grande transparence des caisses. Cette demande, pourtant élémentaire, a été jugée trop progressive par la droite genevoise... ou trop embarrassante pour leurs amis administrateurs des caisses.

Nouvelle icône

Nelly Wenger est l'Expo.02. L'Expo.02 est la Suisse. Donc Nelly Wenger est la Suisse. Lors de la soirée d'inauguration, notre nouvelle mère de la patrie est arrivée en vedette triomphante, portant seule l'étendard du pays. Au placard les drapeaux suisses, au rencard le Conseil fédéral. A côté d'elle, Kaspar Villiger ou Helmut Schmidt ressemblaient à des espions soviétiques d'un vieux film d'espionnage. La Suisse n'a plus besoin de ces symboles d'autre âge. Nelly Wenger est notre icône. Elle appartient à ce Panthéon, chanté par les médias, des héros de la Suisse

moderne, de Kudelski à Charles Kleiber en passant par François Rochaix (qui lui en est sorti après le ratage du spectacle d'inauguration d'Expo.02). Des personnalités entreprenantes, urbaines, de formation supérieure, individualistes. Mais Nelly Wenger les surpasse pour une raison plus importante encore. Elle se tient hors des appareils politiques, au-dessus de la mêlée, ne fraie pas avec les politiciens, les pratique de loin, eux qui ont tant de peine à comprendre les grands défis qui attendent le pays. Et du coup, ce que Nelly Wenger demande, elle

l'obtient. Et quand Nelly Wenger exige du Conseil national des millions supplémentaires, il obtempère. Alors chère icône nationale, ne rangez pas vos bataillons et mettez votre force de conviction pour servir d'autres causes. Je vous signale qu'il manque 400 millions pour financer une retraite à la carte, qu'on enlève quelques mois d'indemnités aux chômeuses et chômeurs de notre pays, qu'il n'existe aucune loi qui protège les salariés contre les licenciements économiques. Cela aussi, c'est la Suisse.

Géraldine Savary

brève

La Suisse mise en cause par Amnesty

Amnesty International s'est prononcé publiquement sur l'emprisonnement à Lucerne d'un objecteur de conscience de 24 ans dont la demande d'admission au service civil avait été rejetée, exigeant sa libération immédiate. De plus, elle presse les autorités suisses de se conformer aux standards internationaux quant aux admissions au service civil.



brève

De Allende à Lagos

Le président chilien est attaqué par ses propres troupes. La politique néolibérale du socialiste Ricardo Lagos, chef du gouvernement, a provoqué une crise: le président du groupe parlementaire socialiste, Sergio Aguiló Melo, vient de démissionner avec effet immédiat. Dans sa déclaration il affirme notamment: «J'ai estimé indispensable d'informer le gouvernement de ma disposition de voter seulement les projets qui vont dans le sens de la construction d'un pays qui croît dans l'égalité.»

brève

Radicaux suisses et république bananière

Baisses d'impôt gelées, verve privatisatrice au sujet des services publics temporairement amadouée: la tentative du parti radical d'approfondir son projet de «république bananière helvétique» bute contre une opposition croissante. Pour se consoler de ces déboires récents, les radicaux suisses se sont donné rendez-vous pour faire leurs adieux à l'ancien maire de Winterthur, remplacé par un socialiste. Tout le gratin était présent. Lieu des festivités: l'Hôtel Banana City.



Karl Polanyi

«Séparer le travail des autres activités de la vie et le soumettre aux lois du marché, c'était anéantir toutes formes organiques de l'existence et les remplacer par un type d'organisation différent, atomisé et individuel.

Ce plan de destruction a été fort bien servi par l'application du principe de la liberté de contrat. [...] Présenter ce principe comme un principe de non-ingérence, ainsi que les tenants de l'économie libérale avaient coutume de le faire, c'est exprimer purement et simplement un préjugé enraciné en faveur d'un type déterminé d'ingérence, à savoir, celle qui détruit les relations non contractuelles entre individus et les empêche de se réformer spontanément.»

La Grande Transformation.

Aux origines politiques et économiques de notre temps

Editions Gallimard, p. 220, 1983 (titre original: *The Great Transformation*, 1944)

JAB
1002 Lausanne

Antoine

Monsieur
Chollet

La Corbatière 167

2314 La Sagne (NE)



PAGES DE GAUCHE

AGENDA

8 juin 2002

Manifestation nationale unitaire sur la Palestine

Départ Place Neuve, Genève

14h - 16h

15 juin 2002

Manifestation pour des logements de qualité à prix abordable

La droite au pouvoir démantèle à grande vitesse la politique sociale du logement. Il est temps de se mobiliser à nouveau massivement.

Genève

14h

20 juin 2002

Journée internationale des réfugiés

22 juin 2002

Assemblée des délégué-e-s du PSS

Lausanne

10h30 - 16h30

29 juin 2002

Manifestation pour la défense du Service public contre l'AGCS

Genève

Pendant tout le mois de juin 2002

Récolte de signatures contre la LACI

numéro 2, juin 2002

**DOSSIER
L'INSÉCURITÉ
SOCIALE**